

L'accès à l'eau, enjeu de la guerre turque en Syrie

16 octobre 2019 / [Save the Tigris and Iraqi Marshes](#)



Depuis le 9 octobre, l'armée turque est entrée au Rojava, province autogérée du nord-est de la Syrie. Alors que les Turcs y détruisent des infrastructures de gestion de l'eau, les auteurs de cette tribune s'inquiètent de l'utilisation de l'eau comme arme de guerre.

[Save the Tigris and Iraqi Marshes](#) — sauvons le Tigre et les marais irakiens — est une campagne de sensibilisation de la société civile lancée en mars 2012 par une coalition d'organisations non gouvernementales irakiennes et internationales pour sauver le patrimoine

Le 9 octobre, la Turquie a lancé une offensive militaire dans le nord-est de la Syrie. Une décision qui aura des conséquences désastreuses pour la région. Ce conflit armé aura des conséquences directes sur les populations, l'écosystème et la reconstruction post-conflit de la région. Les craintes d'une catastrophe humanitaire s'amplifient.

L'eau risque d'être utilisée comme une arme. Les premiers rapports font état d'un ciblage des infrastructures hydrauliques : Le 10 octobre, les **Forces démocratiques syriennes** (FDS) ont signalé que le barrage de Bouzra, qui approvisionne en eau la ville de Derik, a été pris pour cible par l'aviation turque. D'autres rapports ont confirmé des dommages causés à des installations civiles : l'approvisionnement en eau de la ville de Hassaké a été interrompu en raison de dégâts causés à l'usine de traitement de l'eau d'Alok, qui fournit 400.000 personnes dans la région, d'après le Bureau de la coordination des affaires humanitaires du secrétariat des Nations unies. La politisation de la question de l'eau dans le nord-est de la Syrie se poursuit depuis le début du conflit syrien, en 2011. Cela a été mis en évidence ces dernières années par la perturbation délibérée des débits des fleuves transfrontaliers en provenance de Turquie. Au cours des étés précédents, les écoulements d'eau vers la Syrie ont été interrompus à plusieurs reprises, tandis que l'ouverture de barrages turcs a provoqué l'inondation de terres agricoles à Girê Spî (nom kurde de **Tall Abyad**) et dans d'autres régions pas plus tard que le mois dernier. En outre, le **projet d'Anatolie du Sud-Est** (en turc : Güneydoğu Anadolu Projesi, GAP) dans le sud-est de la Turquie, qui comprend le barrage d'Ilisu et d'autres barrages devant être construits sur le Tigre, réduirait de moitié le débit d'eau vers la Syrie et l'Irak.

L'environnement est à la fois un facteur de risque et une victime du conflit

La prise pour cible des rivières et la destruction des ouvrages hydrauliques, qu'il s'agisse de barrages, de stations de dessalement, de stations d'épuration ou d'autres infrastructures, peuvent provoquer une crise humanitaire et sanitaire dans toute la région. En raison des années de conflit, une grande partie des ouvrages hydrauliques en Syrie ont été détruits ou n'ont pas

été entretenus. Si des barrages sont visés, il y a un risque majeur d'inondation, comme cela a été démontré en 2017 : le barrage de Tabqa, sur l'Euphrate, a été l'objet d'un affrontement entre le FDS et Daech [l'organisation dite de l'État islamique], et sa centrale électrique a été endommagée. Il existait un risque sérieux de rupture de barrage, ce qui a entraîné la migration des populations menacées.



L'Euphrate et le Tigre prennent tous deux leur source en Turquie.

L'environnement est à la fois un facteur de risque et une victime du conflit dans le nord-est de la Syrie. La sécurité des êtres humains dépend de la celle de l'environnement. En décembre 2017, l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement a adopté une résolution sur la pollution due aux conflits, exhortant les États à minimiser les conséquences sanitaires et environnementales de la pollution causée par les conflits armés. La résolution traite principalement de l'eau, des réseaux d'assainissement et de la pollution des rivières dans le but de réduire les dommages humanitaires et environnementaux de la pollution due aux conflits.

Le conflit syrien a entraîné une dégradation de l'environnement dans tout le nord-est du pays. Les communautés qui y vivent ont souffert des résidus toxiques de la guerre et de

l'augmentation de la pollution de l'eau. Au lendemain de la guerre avec Daech, certaines régions ont consommé une eau potable polluée. En raison de ce conflit de longue durée, l'absence de gestion des déchets a provoqué l'écoulement des eaux usées sans traitement directement dans les rivières. Les cours d'eau touchés comprennent le Khabur (ville de Hassaké) et le Jaghjaghagh (ville de Qamishlo), affluents de l'Euphrate.

Le reboisement, la gestion des déchets, la préservation de l'eau et le renforcement de la conscience environnementale

Pourtant, malgré des années de conflit, dans le nord-est de la Syrie, une société se construit sur des principes écologiques et démocratiques. L'environnement est en train d'être restauré après des décennies d'exploitation et de guerre ; des problèmes tels que la pénurie d'eau, la désertification et d'autres problèmes écologiques sont abordés. La Fédération démocratique de Syrie du Nord et de l'Est a reconnu que la sécurité environnementale était essentielle pour une société sortant d'un conflit et a investi dans le reboisement, la gestion des déchets, la préservation de l'eau et le renforcement de la conscience environnementale. Les terres épuisées par la guerre et la monoculture ont été revitalisées pour une utilisation communautaire grâce aux anciennes techniques de culture des civilisations du Tigre et de l'Euphrate. Les écoles du nord-est de la Syrie enseignent l'écologie comme discipline fondamentale.

Ces acquis sont aujourd'hui menacés par les destructions militaires.

Nous appelons la Turquie à :

- * mettre fin immédiatement à l'invasion du nord-est de la Syrie ;
- * ne pas utiliser l'eau et les ouvrages hydrauliques comme armes de guerre et s'abstenir de les cibler ainsi que les voies navigables ;
- * garantir un accès sûr à l'eau en tant que droit humain fondamental pour la population du nord-est de la Syrie ;
- * adhérer à la résolution Unea-3 de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement sur l'atténuation et le contrôle de la pollution dans les zones touchées par les conflits armés ou le terrorisme.

Nous appelons la communauté internationale à :

- * utiliser tous les moyens diplomatiques pour faire pression sur la Turquie afin qu'elle mette fin à son invasion du nord-est de la Syrie ;
- * surveiller l'état des cours d'eau et les ouvrages hydrauliques du nord-est de la Syrie afin de pouvoir documenter tout dommage ou crime de guerre ;
- * tenir responsable toute partie qui provoque des crises humanitaires en raison des atteintes portées aux voies navigables et aux ouvrages hydrauliques par le biais de la résolution Unea-3 de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement sur l'atténuation et la lutte contre la pollution dans les zones touchées par les conflits armés ou le terrorisme.

-
- Cette tribune est la traduction en français de la [déclaration de Save the Tigris campaign](#) du 12 octobre 2019. Pour plus d'informations, contacter Save the Tigris campaign à coordinator.en@savethetigris.org.

Lire aussi : [Appel à une rébellion internationale pour le Rojava](#)

Source : Courriel à *Reporterre*

Photos :

. chapô : © Kira Walker/Save The Tigris River

. carte : Save the Tigris

- *Dans les tribunes, les auteurs expriment un point de vue propre, qui n'est pas nécessairement celui de la rédaction.*

- *Titre, chapô et intertitres sont de la rédaction.*

- Emplacement : [Accueil](#) > [Tribune](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/L-acces-a-l-eau-enjeu-de-la-guerre-turque-en-Syrie>